



## **Compte-rendu du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI**

*(Abidjan, le 13 janvier 2011)*

### **L'ONUCI REITERE SON APPEL AU CALME FACE AUX VIOLENCES CROISSANTES**

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire a réitéré jeudi à Abidjan, son appel au calme et à la sérénité face aux actes de violence enregistrés ces derniers jours et déploré les pertes en vie humaine ainsi que les souffrances imposées aux populations.

Lors du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI, le Porte-parole adjoint Kenneth Blackman a indiqué que le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Y J Choi, et le Commandant de la Force, le Général Abdul Hafiz, accompagnés de patrouilles des Casques bleus, s'étaient rendus à Abobo PK 18, l'un des théâtres de ces violences, pour apporter leur protection à la population civile.

M. Blackman a également fait état de la déclaration du Secrétaire général de l'ONU, Ban ki-Moon, qui a condamné toutes les violations des droits de l'Homme et assuré les Ivoiriens de l'engagement de l'ONUCI à protéger les civils quelle que soit leur affiliation politique.

En sa qualité de coordonnateur humanitaire de l'ONU, M N'Dolamb N'Gokwe, a, pour sa part, fait l'état de la situation humanitaire dans l'ouest du pays après une mission d'évaluation, de plaidoyer et d'assistance qu'il a conduite à Duékoué, Man et Danané, à la suite des violences inter communautaires dans la région.

« Nous avons enregistré sur place 34 morts, d'innombrables dégâts matériels, et 17 960 personnes déplacées, dont 14 853 à Duékoué, 2009 à Man et 1098 à Danané. « 75% de ces personnes sont des femmes et des enfants qui vivent dans la promiscuité et dans l'inorganisation », a précisé le coordonnateur humanitaire,

Face à la détresse des personnes déplacées, M NGokwey a salué, en plus des leaders, l'engagement des volontaires ivoiriens, des bénévoles et des organisations humanitaires et souligné la solidarité des communautés ainsi que la participation des déplacés eux-mêmes. « La communauté humanitaire est venue en appui à ces initiatives locales », a-t-il précisé, annonçant que des camions allaient quitter aujourd'hui Abidjan pour Duékoué avec 85 tonnes de vivres ainsi que des médicaments.

Intervenant à son tour, M Simon Munzu, a fait la mise à jour de la situation des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire. A ce sujet, le Chef de la Division des Droits de l'Homme de l'ONUCI a déclaré que la mission avait enregistré au total 247 morts depuis le début de la crise postélectorale ainsi que 61 disparitions. « L'ONUCI est également préoccupée par la situation en zone CNO due surtout aux conséquences sur la jouissance effective par les populations de leurs droits sociaux et économiques, notamment dans le domaine de l'éducation, en raison du suivi dans certaines localités du mot d'ordre de désobéissance civile lancée par le RHDP », a-t-il dit.

Par ailleurs, M Munzu a déclaré que l'ONUCI avait observé ces derniers temps dans le pays, des phénomènes qui, ailleurs, avaient effectivement abouti à un génocide.

Réfutant, sur la base des faits, l'idée d'un éminent génocide en Côte d'Ivoire, le Chef de la Division des Droits de l'Homme, a néanmoins tiré la sonnette d'alarme sur des signes précurseurs de drames tels que vécus au Rwanda, dont l'intransigeance d'acteurs politiques, et l'action des médias publics et privés. « Depuis bientôt deux mois, la RTI est consacrée à faire l'apologie d'un seul camp dans le différend politique actuel », a poursuivi M Munzu, qui estime qu'en tant que media d'Etat et pour mieux éclairer l'opinion nationale et internationale, il était impératif que la RTI soit plus équilibrée aussi bien dans son analyse propre que dans son espace.

Citant encore un signe précurseur, M Munzu a affirmé que l'ONUCI avait constaté des signes que des armes étaient distribuées à des civils.

Il a invité à la vigilance et réitéré la détermination de l'ONUCI à veiller à ce que l'on n'arrive pas à cette situation, en rappelant que la mission allait mettre chacun devant ses responsabilités. « Pour ce faire, nous avons besoin qu'on nous laisse travailler et qu'on nous laisse notre liberté de mouvement pour aller secourir les populations quand cela se doit », a-t-il indiqué, réaffirmant l'impartialité de la mission.

\*\*\*\*\*

***Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:***

Kenneth O. Blackman, Chargé de l'Information, Tél. : +225-20233392;  
Portable: +225-08071584, Fax. : +225 20235107  
Email: [blackman@un.org](mailto:blackman@un.org).

<http://www.onuci.org>